

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 13/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Geosel Manosque

2 rue des Martinets
CS 70030
92500 Rueil-Malmaison

Références : JC/JPP-D-1410-2024

SPR/1235/2024

Code AIOT : 0006412948

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/10/2024 dans l'établissement Geosel Manosque implanté Avenue Emile Miguet 13220 Châteauneuf-les-Martigues. L'inspection a été annoncée le 27/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale portant sur la thématique « risque incendie ».

L'objectif de ce type d'action est de réaliser dans une temporalité réduite un nombre représentatif de visites sur un canevas uniformisé afin d'avoir un état général de la situation au niveau régional.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Geosel Manosque
- Avenue Emile Miguet 13220 Châteauneuf-les-Martigues
- Code AIOT : 0006412948

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La station de pompage GESOEL de La Mède, est située à proximité de la raffinerie TOTAL.

C'est une station relais du pipeline GEOSEL n°1 (GSM1) qui permet la réception ou la distribution des produits hydrocarbures entre la raffinerie de Provence TOTAL, la station de pompage de Lavera et la station de pompage de Rognac, elle-même reliée au Centre de stockage souterrain de Manosque. La station de pompage de La Mède sert aussi de terminal pour la réception ou l'expédition d'hydrocarbures vers la station de pompage de SPMR.

Les produits véhiculés dans le terminal peuvent être le pétrole brut, les essences (supercarburant, jet), le naphta, le gazole, le Fuel Oil Domestique (FOD).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'Inspection a noté que les remarques émises lors d'une précédente visite sur un autre site également opéré par l'exploitant avaient été prises en compte et déployées sur la station de La Mède. Ainsi, l'identification de la position (fermée/ouverte) des vannes de vidange de la rétention du bac de slops fait désormais l'objet d'un affichage et un dispositif proscrivant toute manœuvre erronée est en place. De même, l'exploitant a déployé sur l'ensemble du site la mise en œuvre d'un système physique (câble-locks rouges et verts) permettant d'aisément visualiser le statut de l'intégralité des vannes (process et sécurité) y compris pour les vannes volant.

Par ailleurs, la visite se déroulait au lendemain d'importants épisodes pluvieux, l'Inspection a pu observer que la rétention du bac de slops était totalement vide et sa capacité disponible.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|--|-------------------|
| 1 | Localisation des risques. | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48 | Sans objet |
| 2 | Consignes d'exploitation et de sécurité | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59 | Sans objet |
| 3 | Documents de l'installation. | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60 | Sans objet |
| 4 | Moyens d'intervention en cas d'accident. | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68 | Sans objet |
| 5 | Moyens d'intervention en cas d'accident. | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68 | Sans objet |
| 6 | Formation du personnel | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58 | Sans objet |
| 7 | Accès des secours | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 62 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection n'a pas noté d'écart aux attendus réglementaires lors de cette visite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Localisation des risques.

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques |
| Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent. |
| Constats : L'Inspection demande si un plan existe avec la localisation et la qualification des risques. Le plan est montré en séance et n'appelle pas d'observation (une demande de transmission est formalisée, le document est reçu post inspection le 23 octobre 2024). L'exploitant précise que toute la zone (hors cheminement piéton vers la salle de contrôle) est considérée comme ATEX et qu'il y a donc application des règles afférentes sur l'intégralité du périmètre du site. Par ailleurs, sur le POI (montré en séance) les zonages sont présents avec les stockages éventuels. La visite terrain a permis de constater que la configuration du site était en cohérence avec les plans (absence de tout stockage non référencé) et que l'identification de la zone ATEX était matérialisée physiquement à l'entrée du site avec présence des interdictions et des consignes de sécurité. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Consignes d'exploitation et de sécurité

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation et de sécurité |
| Prescription contrôlée : L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : <ul style="list-style-type: none">- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;-les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; |

| |
|--|
| <ul style="list-style-type: none"> - les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ; - l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ; - l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose de consignes d'exploitation et de sécurité dispensées à l'ensemble du personnel. Des interventions mensuelles de sensibilisation/information sont faites et tracées (liste participants + suivi parcours formation) en complément du parcours initial.</p> <p>Les consignes ne se limitent pas au personnel GEOSEL. Pour tous les prestataires un Accueil Sécurité est réalisé, ce dernier est mis à jour annuellement. L'accueil est vidéo.</p> <p>Toute intervention est cadrée par un plan de prévention et les prestataires doivent disposer sur eux d'un exemplaire papier de leur AT (Autorisation de Travail). Un exemple d'AT est montré en séance, cette dernière comporte un rappel des obligations à respecter en matière d'hygiène de sécurité et d'environnement (cette fiche a également été communiquée à l'Inspection postérieurement à la visite le 23 octobre 2024).</p> <p>Pour toute intervention extérieure, il y a une mise au travail par le personnel Géosel.</p> <p>Enfin, la filière HSE réalise des causeries régulièrement.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 3 : Documents de l'installation.

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Plans et documents</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les plans, en particulier, pour les installations concernées : -les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des interrupteurs ou arrêts d'urgence prévus au point B de l'article 66 ainsi que des moyens de protection incendie ; -le plan des réseaux, en particulier le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les tuyauteries ; -le plan des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux incendie, ainsi que, le cas échéant, l'implantation des dispositifs de déclenchement ou obturation et dispositifs de limitation de propagation de sinistre ; -le plan des tuyauteries contenant des matières dangereuses prévu à l'article 25. V. E ; -le plan d'implantation des détecteurs prévus à l'article 55 du présent arrêté ; -le plan des équipements et moyens de lutte contre l'incendie et d'intervention prévus à l'article 68 du présent arrêté ; |

Constats :

Les plans existent, sont aisément disponibles et montrés en séance puis transmis à l'Inspection. L'exploitant a présenté le plan de localisation des moyens d'extinction (lance monitor + extincteurs), le plan d'implantation des détecteurs (7 Gaz et 2 flammes UV+3IR) ainsi que l'exemple d'une fiche scénario du POI qui reprend une visualisation des installations et permet de localiser la rétention.

De plus, ces équipements sont visibles sur le synoptique applicatif sur l'ordinateur en salle de contrôle.

L'Inspection a pu noter la totale correspondance du nombre et de la position des moyens d'extinction entre le plan et le terrain.

Concernant les détecteurs, le nombre est parfaitement cohérent, la position d'un des détecteurs gaz semble différer légèrement par rapport au plan tout en restant dans le même secteur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Moyens d'intervention en cas d'accident.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

Thème(s) : Risques accidentels, Procédures de contrôle et de maintenance

Prescription contrôlée :

Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.

L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.

Constats :

Le suivi de la maintenance est assuré au travers de la GMAO, les paramètres et fréquences sont montrés en séance par l'exploitant.

Pour les moyens fixes, il est effectué des tests semestriels, ce point avait fait l'objet d'une attention particulière lors d'une précédente inspection.

L'exploitant précise également réaliser une vérification rapide à chaque passage du responsable HSE mais sans que cela soit formalisé. À réaliser cette opération complémentaire, l'exploitant reconnaît qu'il a tout intérêt à la valoriser en la traçant.

Les moyens mobiles font l'objet de vérifications réalisées par un prestataire externe.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Moyens d'intervention en cas d'accident.

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des défaillances |
| Prescription contrôlée : En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. |
| Constats : L'exploitant indique que selon sa stratégie d'exploitation et son système de gestion de la sécurité, l'indisponibilité d'un équipement de sécurité revient à une urgence niveau 0 dans la GMAO. Ce qui se traduit par l'intervention systématique d'un technicien dans les meilleurs délais. L'Inspection demande si un équipement de sécurité est actuellement shunté, l'exploitant indique que non mais propose de présenter la méthodologie appliquée. Cette méthodologie ne fait pas l'objet d'une procédure dédiée. L'exploitant indique que la mise en œuvre de mesures compensatoires fait l'objet d'une décision en groupe de travail, qu'elle est tracée par une fiche d'anomalie et qu'une information de l'Inspection des Installations Classées est effectuée. Suite à la visite, l'Inspection alerte l'exploitant sur le décalage à la prescription, la démarche appliquée n'étant pas formalisée dans une instruction interne. L'exploitant a produit, validé et transmis le 30 octobre 2024 une procédure encadrant la gestion des situations avec défaillance d'un équipement de sécurité (MAN-HSE-INST-051 Rev 0). Cette dernière prévoit : <ul style="list-style-type: none">• un arrêt de l'exploitation dans l'attente de la réparation si cette dernière peut être effectuée sous 24h,• dans le cas contraire, la mise en place de mesures conservatoires validées au cas par cas par la Direction,• une information systématique de l'Inspection des Installations Classées. L'exploitant présente l'exemple d'une ligne avec un jeu de 3 soupapes de sécurité. Dans le cas d'une opération de maintenance sur l'une des trois soupapes cette dernière sera shuntée pour éviter la mise en sécurité automatique de la station et cela fera l'objet d'une fiche d'anomalie (l'équipement apparaîtra également dans la GMAO comme non fonctionnel). Cependant la fiche d'anomalie ne comportera aucune mesure compensatoire, la redondance de la mesure de maîtrise des risques étant encore assurée par la présence de deux soupapes. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 6 : Formation du personnel

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel |
| Prescription contrôlée : Formation du personnel. [...] Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte |

contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées.

Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.

Constats :

La réalisation et le suivi de la formation sont assurés par l'exploitant pour l'ensemble des collaborateurs. Le besoin est établi sur la base de la matrice de compétence des personnels par rapport à leur fonction et formalisé dans une procédure « grille de qualification des personnels » (MAN-DIR-FICH 001).

D'autre part le POI précise le rôle de chacun, formalisation par la fiche OS1.

L'exploitant met également en œuvre une formation annuelle à l'utilisation des extincteurs et établit un planning de formation des chefs de quart afin de les entraîner régulièrement.

Enfin tous les opérateurs passent par le centre de formation d'entraînement aux risques industriels du SDIS 13.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Accès des secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 62

Thème(s) : Risques accidentels, accès des secours

Prescription contrôlée :

Accessibilité au site et circulation.

L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

[...]

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Constats :

Les moyens autres que les moyens internes du site sont ceux de l'assistance TotalEnergie.

Les moyens de l'assistance sont considérés comme efficaces depuis l'extérieur de la clôture. L'exercice POI annuel du 10/10/24 a permis de réaliser un test dans cette configuration et a permis de confirmer la fonctionnalité de cette disposition.

Type de suites proposées : Sans suite